



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
ADMINISTRATION COMMUNALE DE KAYL
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAL DE KAYL

Séance publique du 11 juin 2013

Date de l'annonce publique de la séance et de la convocation des conseillers : 5 juin 2013

Présents : MM. Lorent, bourgmestre, M. Brücher, échevin, MM. Becker, Birchen, Daubenfeld, Gonçalves dos Anjos, Krings, Migliosi, Mme Petry, MM. Thomé et Weiler, conseillers, Mme Braconnier, secrétaire

Absents : a) excusé : Mme Belleville, M. Humbert
b) sans motif

Point de l'ordre du jour : 4

Objet : **Règlement instituant un régime d'aides pour les personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur d'énergies renouvelables**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'afin de protéger l'environnement humain et naturel, il y a lieu de soutenir les mesures en vue de la réduction de la consommation d'énergie et des émissions nocives liées à l'utilisation d'énergie ;

Vu la convention signée le 11 juillet 2008 entre la Commune de Kayl et l'Alliance pour le Climat ;

Considérant les conclusions du concept énergétique élaboré pour l'administration communale ;

Considérant l'intention politique des cinq communes membres du syndicat intercommunal STEP de travailler ensemble et de définir une politique de subventionnement conjointe ;

Considérant que le présent règlement repose sur un projet de subventions retenu par les responsables politiques des communes membres du syndicat intercommunal STEP ;

Revu sa délibération du 15 décembre 2008 portant introduction d'un règlement communal concernant l'allocation d'une aide aux particuliers pour la réalisation de mesures en faveur de l'environnement naturel à l'intérieur du périmètre d'agglomération ;

Vu l'article 3/532/648120/99001 – Subventions pour mesures écologiques – du budget initial de l'exercice 2013, dûment arrêté par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, prévoyant un crédit de 5 000,00 EUR ;

Vu le règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

après délibération
à l'unanimité des membres présents

1) Arrête et ordonne le présent règlement communal

Règlement instituant un régime d'aides pour les personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur d'énergies renouvelables

Article 1er. - Objet

Il est instauré, sous les conditions et modalités ci-après, un régime de subventions pour les constructions et installations suivantes :

1. L'isolation des murs extérieurs (isolés du côté extérieur) d'une habitation existante ;
2. L'isolation des murs extérieurs (isolés du côté intérieur) d'une habitation existante ;
3. L'isolation thermique d'un mur contre sol ou zone non chauffée d'une habitation existante ;
4. L'isolation thermique d'une toiture inclinée ou plate d'une habitation existante ;
5. L'isolation thermique de la dalle supérieure contre grenier non chauffé d'une habitation existante ;
6. L'isolation d'une dalle sur sous-sol d'une habitation existante ;
7. Le remplacement des fenêtres et portes d'une habitation existante ;
8. Le conseil en énergie visant à améliorer la performance énergétique d'une maison existante ;
9. L'installation de capteurs solaires thermiques ;
10. L'installation de capteurs solaires thermiques avec appoint du chauffage ;
11. L'installation de capteurs solaires photovoltaïques ;
12. L'installation d'un chauffage central à granulés de bois (pellets) ou à bûches de bois ;
13. L'installation d'une ventilation contrôlée avec récupération de chaleur ;
14. L'installation d'une pompe à chaleur ;

Article 2. - Bénéficiaires

Les subventions pour les constructions/installations mentionnées à l'article 1er sont accordées, dans les limites des crédits budgétaires, à des personnes physiques pour la réalisation d'investissements. Les demandes d'aides financières peuvent être sollicitées par le représentant légal d'un groupement au nom et pour compte de plusieurs personnes physiques bénéficiaires des aides financières faisant partie dudit groupement.

Ne sont pas éligibles :

- les investissements réalisés par des personnes morales de droit privé ou public ;
- les installations d'occasion ;

- les installations ne respectant pas les critères d'émissions prescrits en matière d'environnement.

Article 3. – Montants

Les montants des subventions pour les constructions et installations décrites à l'article 1er sont les suivants :

Maisons existantes depuis au moins 10 années :

1. L'isolation des murs extérieurs (isolés du côté extérieur) d'une habitation existante : 20% de la subvention accordée par l'Etat;
2. L'isolation des murs extérieurs (isolés du côté intérieur) d'une habitation existante: 20% de la subvention accordée par l'Etat;
3. L'isolation thermique d'un mur contre sol ou zone non chauffée d'une habitation existante: 50% de la subvention accordée par l'Etat;
4. L'isolation thermique d'une toiture inclinée ou plate d'une habitation existante : 15% de la subvention accordée par l'Etat;
5. L'isolation thermique de la dalle supérieure contre grenier non chauffé d'une habitation existante : 20% de la subvention accordée par l'Etat, avec un maximum de 3.-€/m² ;
6. L'isolation d'une dalle sur sous-sol d'une habitation existante : 75% de la subvention accordée par l'Etat;
7. Le remplacement des fenêtres et portes d'une habitation existante : 25% de la subvention accordée par l'Etat;
8. Le conseil en énergie visant à améliorer la performance énergétique d'une maison existante : 20% de la subvention accordée par l'Etat, sans toutefois dépasser 200€ pour une maison individuelle, et 240€ pour une maison à appartements se composant de 2 appartements. A ce montant de base s'ajoute un supplément de 5€ pour chaque appartement supplémentaire, avec un maximum de 320€.

Toutes les maisons indifféremment de leur année de construction :

9. L'installation de capteurs solaires thermiques pour la production d'eau chaude sanitaire : 30% de la subvention accordée par l'Etat, pour une maison individuelle. 30% de la subvention accordée par l'Etat avec un maximum de 3750.- €, pour une maison à appartements (750.- € fois le nombre d'appartements);
10. Dans le cas où les capteurs solaires servent également comme appoint du chauffage de l'habitation : 20% de la subvention accordée par l'Etat, pour une maison individuelle. 20% de la subvention accordée par l'Etat avec un maximum de 2250.- €, pour une maison à appartements (750.- € fois le nombre d'appartements);
11. L'installation de capteurs solaires photovoltaïques 10% des coûts effectifs avec un seuil maximum de 250 euros;
12. L'installation d'un chauffage central à granulés de bois (pellets) ou à bûches de bois: 10% de la subvention accordée par l'Etat, pour une maison individuelle. 10% de la subvention accordée par l'Etat avec un

maximum de 2500.- €, pour une maison à appartements (500€ fois le nombre d'appartements);

13. L'installation d'une ventilation contrôlée (centralisée ou décentralisée) avec récupération de chaleur dans le cadre de l'assainissement d'un bâtiment existant : 10% de la subvention accordée par l'Etat, avec un maximum de 600.-€, pour une maison individuelle. 10% de la subvention accordée par l'Etat, avec un maximum de 3000.- €, pour une maison à appartements (500€ fois le nombre d'appartements);
14. L'installation d'une pompe à chaleur: 10% de la subvention accordée par l'Etat avec un maximum de 750.- €, pour une maison individuelle. 10% de la subvention accordée par l'Etat avec un maximum de 3750.- €, pour une maison à appartements (750.- € fois le nombre d'appartements);

Article 4.- Modalités d'octroi

La demande de subvention est introduite, avec les pièces justificatives, à la fin des travaux de construction ou d'installation et après l'obtention de l'attestation de subventions par l'Etat. Cette demande est à introduire au plus tard 3 mois après réception d'un document attestant le montant de la subvention obtenue de la part de l'Etat, par la personne qui expose les dépenses visées à l'article 1er au moyen d'un formulaire mis à disposition par l'administration communale.

La demande dûment remplie est transmise au collège échevinal qui y statue. Les pièces à l'appui à produire sont les suivantes:

- a) document attestant le montant détaillé de la subvention obtenue de la part de l'Etat.
- b) la précision s'il s'agit d'une construction/installation nouvelle ou bien d'une modification ou d'un remplacement d'une construction/installation existante.
- c) le nom, l'adresse et le compte en banque du demandeur

Article 5.- Remboursement

La subvention pour une installation visée sub (1) à (14) à l'article 1 ne peut être accordée qu'une seule fois pour une habitation.

La subvention est sujette à restitution si elle a été obtenue par suite de fausses déclarations ou de renseignements inexacts.

En cas de difficultés d'interprétation il est fait référence au règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Article 6.- Contrôle

L'introduction de la demande comporte l'engagement du demandeur à autoriser les représentants de l'administration communale à procéder sur

place aux vérifications nécessaires. L'administration communale se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire qu'elle juge nécessaire pour pouvoir vérifier le respect des conditions prévues pour l'octroi de la subvention.

Article 7.- Champ d'application

Sont éligibles les investissements déterminés dans les lois et règlements grand-ducaux instituant des régimes d'aides pour les personnes physiques en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et de promotion des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

- 2) Abroge le règlement communal concernant l'allocation d'une aide aux particuliers pour la réalisation de mesures en faveur de l'environnement naturel à l'intérieur du périmètre d'agglomération voté par le conseil communal le 15 décembre 2008
- 3) Prie l'autorité de tutelle de bien vouloir donner son approbation

En séance, date qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour expédition conforme

le bourgmestre,

la secrétaire

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Rut', written over the name of the Mayor.A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Blaum', written over the name of the Secretary.



GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

ADMINISTRATION COMMUNALE DE KAYL

Adresse postale: B.P. 56 L - 3601 KAYL Téléphone : (352) 56 66 66 1 Fax : (352) 56 33 23

CERTIFICAT DE PUBLICATION

La présente délibération a été publiée et affichée le 4 novembre 2013 conformément à l'article 82 de la loi communale, modifiée du 13 décembre 1988.

Kayl, le 11 novembre 2013.
pour le collège des bourgmestre et échevins,

John Lorent
bourgmestre

Nadine Braconnier
secrétaire